

Bruxelles, le 5 juillet 2022  
(OR. fr, en)

10255/22

**LIMITE**

**JAIEX 70  
JAI 895  
CYBER 223  
EUROJUST 76  
ENFOPOL 350  
FRONT 249  
COTRA 21  
USA 23  
DATAPROTECT 191**

## **RÉSULTATS DES TRAVAUX**

---

Origine: Secrétariat général du Conseil

Destinataire: délégations

---

Objet: Résultats des travaux de la réunion ministérielle entre l'Union européenne et les États-Unis sur la justice et les affaires intérieures  
(Paris, 23 juin 2022)

---

### **Sommaire:**

La réunion ministérielle à Paris a été l'occasion pour l'Union européenne et les États-Unis de discuter des efforts conjoints concernant l'agression russe contre l'Ukraine dans le domaine de la justice et des affaires intérieures, en particulier la collecte de preuves de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, la mise en œuvre des sanctions, l'appui aux personnes fuyant la guerre en Ukraine et les menaces sécuritaires découlant de la guerre. L'ordre du jour couvrait aussi certains des sujets habituels du dialogue transatlantique JAI, tels que la lutte contre le terrorisme, la radicalisation et les crimes de haine, ainsi que la lutte contre la cybercriminalité, y compris les rançongiciels et les abus sexuels sur mineurs en ligne. L'ordre du jour comprenait des domaines d'intérêt croissant, notamment la criminalité environnementale.

L'Union européenne, hôte de la réunion, était représentée, au nom de la présidence du Conseil de l'UE, par les ministres français de la justice, Éric Dupond-Moretti, et des affaires intérieures, Gérard Darmanin, ainsi que par le vice-président de la Commission européenne, Margaritis Schinas, et par les commissaires à la justice, Didier Reynders, et aux affaires intérieures, Ylva Johansson. La délégation américaine était représentée par le procureur général des États-Unis, Merrick Garland, et par le secrétaire à la sécurité intérieure, Alejandro N. Mayorkas. La future présidence du Conseil était représentée par le ministre tchèque de la justice, Pavel Blažek. La réunion s'est également déroulée en présence de la directrice exécutive d'Europol, Catherine De Bolle, du président d'Eurojust, Ladislav Hamran, et du SEAE.

À l'issue de la réunion, un communiqué de presse conjoint a été publié (Annexe).

## **1. Efforts conjoints concernant l'agression russe contre l'Ukraine**

### ***a) Collecte de preuves de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité***

L'Union européenne et les États-Unis sont convenus de travailler étroitement dans le cadre de la collecte de preuves de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité commis en Ukraine pour garantir l'entière responsabilité des auteurs des atrocités commises dans le contexte de la guerre. Les deux parties soutiennent les travaux d'enquête et de collecte de preuves en cours, y compris les travaux menés par les autorités ukrainiennes compétentes, ainsi que par l'équipe d'enquête conjointe mise en place par l'Ukraine et les autorités compétentes de certains États membres de l'UE. Eurojust a souligné le besoin de coordination et a insisté sur le développement d'une base de données de preuves liées aux enquêtes sur les crimes de guerre. Les deux parties ont aussi souligné le rôle important de soutien d'Eurojust et d'Europol.

### ***b) Mise en œuvre des sanctions***

La mise en œuvre des sanctions a été mise en avant par les deux parties comme étant un aspect crucial. L'Union européenne a rappelé les six paquets de sanctions approuvés par les États membres. L'UE et les États-Unis ont souligné qu'il importait de travailler ensemble pour garantir l'application intégrale des sanctions, en prenant les mesures nécessaires pour prévenir et sanctionner le contournement des sanctions. Les deux parties ont insisté sur la nécessité d'une coopération opérationnelle entre les autorités compétentes de l'UE et des États-Unis dans les enquêtes pénales.

*c) Appui aux personnes fuyant la guerre en Ukraine*

L'UE a présenté l'effort entrepris pour gérer les flux de réfugiés en provenance d'Ukraine et a souhaité une forte coopération transatlantique sur cet aspect. Les travaux de la plateforme de solidarité ont été mentionnés par la Commission, les États-Unis ayant participé à certaines réunions. Les États-Unis ont reconnu les efforts déployés par l'UE et ont rappelé l'engagement pris par le président Biden en ce qui concerne la relocalisation des réfugiés. La nécessité d'aider la Moldavie a été évoquée par les deux parties.

*d) Menaces sécuritaires découlant de la guerre*

L'Union européenne et les États-Unis ont réitéré leur engagement à faire face ensemble aux menaces sécuritaires découlant de la guerre. L'UE a souligné en particulier le problème de la contrebande d'armes et de la traite des êtres humains, ainsi que la nécessité de travailler ensemble pour faire face aux cybermenaces liées à l'agression russe.

**2. Lutte contre le terrorisme, la radicalisation et les crimes de haine**

La discussion a porté notamment sur la prévention de l'extrémisme violent au niveau national. Les deux parties ont souligné qu'il importait d'amener les communautés locales à jouer un rôle actif dans l'identification précoce des personnes à risque. La Commission a signalé le travail du réseau de sensibilisation à la radicalisation, ainsi que la nécessité de s'engager conjointement avec les plateformes en ligne. Les deux parties sont convenues du rôle clé des informations sur le champ de bataille pour le filtrage et le contrôle aux frontières extérieures, ainsi que pour les enquêtes et les poursuites contre les terroristes présumés.

### **3. Perspectives de renforcement de la coopération transatlantique**

#### ***a) Efforts communs pour lutter contre la cybercriminalité, y compris les rançongiciels et les abus sexuels sur mineurs en ligne***

Les deux parties ont réitéré leur engagement à travailler ensemble pour prévenir et poursuivre toutes les formes de cybercriminalité, ainsi que pour enquêter sur celles-ci. L'UE et les États-Unis continueront à échanger les meilleures pratiques et à explorer les moyens de renforcer la coopération dans la lutte contre les abus sexuels d'enfants en ligne et les rançongiciels. Dans ce cadre, la Commission a présenté la proposition de législation révisée de l'UE sur les abus sexuels d'enfants en ligne. Les récentes opérations conjointes entre les États-Unis et Europol ont été présentées comme des exemples de coopération réussie contre les rançongiciels. Les deux parties ont aussi réaffirmé leur volonté de se consulter et de coopérer étroitement lors des négociations sur un futur instrument juridique international des Nations unies sur la cybercriminalité.

#### ***b) Coopération en matière de criminalité environnementale***

L'Union européenne et les États-Unis ont réitéré leur volonté de renforcer leur coopération pour lutter contre la criminalité environnementale. La Commission a présenté l'idée d'organiser d'ici la fin de l'année un atelier réunissant des procureurs des États-Unis et de l'UE. Les deux parties ont décrit la pollution maritime comme un domaine à fort potentiel de coopération. Les États-Unis ont évoqué la possibilité de poursuivre la Russie afin d'assurer une indemnisation pour les dommages environnementaux causés en Ukraine.

#### ***c) Coopération judiciaire***

La Commission européenne a annoncé et salué la création d'un groupe d'experts sur les demandes d'entraide judiciaires et l'extradition.

#### **4. Actualisation concernant les avancées en matière de réciprocité des visas**

L'Union européenne et les États-Unis sont convenus de continuer à travailler dans le cadre du processus tripartite pour garantir que tous les ressortissants des États membres de l'UE puissent bénéficier du programme d'exemption de visa de court séjour des États-Unis dès que les conditions techniques le permettront. Les deux parties ont aussi brièvement discuté de l'introduction d'un nouveau critère pour l'inclusion dans le programme américain d'exemption des visas – le partenariat renforcé pour la sécurité des frontières – et sont convenues de renforcer leurs échanges à ce sujet.

#### **5. Priorités de la future présidence tchèque**

La prochaine présidence tchèque a présenté les priorités qu'elle entend poursuivre au cours du prochain semestre dans le domaine de la JAI.

**Joint EU-U.S. statement following the  
EU-U.S. Justice and Home Affairs Ministerial Meeting  
Paris, 23 June 2022**

1. On 23 June 2022, the French Presidency of the Council of the European Union hosted the EU-U.S. Ministerial Meeting on Justice and Home Affairs in Paris. The United States was represented by Attorney General Merrick B. Garland and by Secretary of Homeland Security Alejandro N. Mayorkas. The European Union was represented by the Vice-President of the European Commission Margaritis Schinas and by Commissioners for Justice Didier Reynders and for Home Affairs Ylva Johansson, as well as the French Ministers for Justice Éric Dupond-Moretti and for Home Affairs Gérald Darmanin, on behalf of the Presidency of the Council of the European Union. The incoming Presidency of the Council was represented by the Czech Minister for Justice Pavel Blažek. The meeting was also attended by Europol's Executive Director, Catherine De Bolle, Eurojust's President Ladislav Hamran, the EEAS, and representatives of the U.S. Department of State.
2. The meeting in Paris was an opportunity to reaffirm that the European Union and the United States stand united in firmly condemning Russia's unprovoked and unjustified war against on Ukraine. The two sides reiterated their full solidarity and support for Ukraine's defence of a peaceful, democratic and prosperous future.
3. The European Union and the United States concurred that close cooperation on Justice and Home Affairs is crucial to face the major challenges of this war. The two sides will spare no effort to pursue full accountability, in accordance with applicable national and international law, for war crimes, crimes against humanity, and other atrocities and crimes committed in the context of the war. The EU and the U.S. welcome and support the ongoing work to investigate and gather evidence in this respect, including by the Ukrainian competent authorities, as well as the Joint Investigation Team set up by the competent authorities of some European Union Member States and Ukraine, in which the Office of the Prosecutor of the International Criminal Court is participating. The two sides stressed the important role of support by Eurojust and Europol.

4. The European Union and the United States will continue to work together to coordinate sanctions against the architects and accomplices of this unprovoked attack on a peaceful country. The packages of sanctions are having a significant impact and will intensify pressure on Russia over time. The EU and the U.S. will work together towards full enforcement of sanctions, including by taking the necessary steps to prevent and punish sanctions evasion and circumvention, and taking action to freeze and confiscate assets.
5. The European Union and the United States also reaffirmed their shared commitment to supporting Ukraine as it takes critical steps with a view to support and defend the rule of law, including by further strengthening the fight against corruption.
6. Russia's attack on Ukraine has resulted in a humanitarian catastrophe in the heart of Europe. The European Union and the United States reiterated their support for people fleeing the war. The Solidarity Platform set up by the Commission helps to coordinate joint actions. Reaffirming their engagement as recently expressed by the EU-US Migration Platform on 7 June, the EU and the U.S. highlighted the importance of joint global support for Ukrainian refugees and internally displaced people.
7. The European Union and the United States reiterated their commitment to face security threats stemming from the war. The two sides committed to exchange information linked to threats of serious and organised crime tied to the war, such as trafficking in human beings and firearms smuggling, as well as any participation by violent extremists. The EU and the U.S. are prepared to address cyber threats related to Russian aggression, including potentially disruptive activities from Government affiliated and criminal actors in the region and will continue supporting Ukraine in defending its networks against cyber incidents and will continue to counter the Russian strategy of disinformation.
8. The European Union and the United States welcomed the creation of an EU-U.S. Expert Group on Mutual Legal Assistance (MLA) and Extradition. This group will discuss extradition and mutual legal assistance between the United States and EU Member States and the functioning of the EU-US Agreements on MLA and Extradition.

9. The United States and the European Union reaffirmed their commitment to prevent and combat terrorism and to continue working together to address and combat existing and emerging threats. The U.S. and the EU expressed concern with the rise of violent extremism, as well as other crimes motivated by hate, racism, and xenophobia. They stressed their willingness to work jointly to identify and prevent transnational links between extremist groups.
  
10. The United States and the European Union reiterated their mutual commitment to exchange Passenger Name Record (PNR) data to secure the safety of their citizens while protecting the privacy of travellers. They will continue to work together in a constructive way on the findings and recommendations of the joint evaluation of the U.S.-EU PNR Agreement. Both sides highlighted the importance of PNR data processing as a key instrument to prevent, detect, investigate, and prosecute terrorism and combat serious crime, including child exploitation. They further reaffirmed their intention to work together to uphold and promote high standards for the global use of PNR data, including in the context of the International Civil Aviation Organization (ICAO).
  
11. The European Union and the United States are determined to work together in preventing, investigating, and prosecuting all forms of cybercrime. As part of this work, the EU and the U.S. will continue to exchange best practices and explore ways to enhance cooperation in the fight against child sexual abuse online, and ransomware, involving all relevant stakeholders. The EU and the U.S. reconfirmed their commitment to consult each other and to cooperate closely in the negotiations in the United Nations in order to arrive at an international legal instrument on cybercrime that is universally acceptable, and that will facilitate effective cooperation in the fight against cybercrime while providing a high level of protection of human rights and fundamental freedoms.



12. The European Union and the United States committed to further strengthen cooperation against environmental crime, including by cooperating to hold accountable persons who commit and profit from environmental crime. The two sides will step up their efforts to promote effective investigations and prosecutions of crimes affecting the environment, notably those with a cross-border nature such as those involving pollution in the maritime environment, hydrofluorocarbons (HFCs) and wildlife trafficking. The EU and the U.S. acknowledged the important supporting roles played by Eurojust and Europol. Furthermore, the EU and the U.S. regret that since the start of the war, Russian forces have hit chemical plants, oil depots, water facilities and nuclear power plants as well as fields, forests and wildlife reserves.
13. The European Union and the United States concurred on the importance of reciprocal visa-free travel under their respective legal frameworks. The two sides welcomed the progress made by the three EU Member States that have not yet been designated to the Visa Waiver Program and reiterated their willingness to pursue efforts in the context of the tripartite process and bilateral discussions.
14. Finally, the European Union and the United States decided to meet again in the second half of 2022 in Washington D.C.

---